



DOCUMENT INFORMATION

FILE NAME : Ch_VII_9

VOLUME : VOL-1

CHAPTER : Chapter VII. Traffic in Persons

TITLE : 7.9 International Convention for the Suppression
of the White Slave Traffic, signed at Paris on 4 May 1910,
amended by the Protocol signed at Lake Success, New York,
4 May 1949 Lake Success, New York, 4 May 1949

No. 1358. CONVENTION¹ INTERNATIONALE RELATIVE
A LA RÉPRESSION DE LA TRAITE DES BLANCHES,
SIGNÉE A PARIS LE 4 MAI 1910², ET AMENDÉE PAR LE
PROTOCOLE SIGNÉ A LAKE SUCCESS (NEW-YORK),
LE 4 MAI 1949³

Article premier

Doit être puni quiconque, pour satisfaire les passions d'autrui, a embauché, entraîné ou détourné, même avec son consentement, une femme ou fille mineure, en vue de la débauche, alors même que les divers actes qui sont les éléments constitutifs de l'infraction auraient été accomplis dans des pays différents.

Article 2

Doit être aussi puni quiconque, pour satisfaire les passions d'autrui, a, par fraude ou à l'aide de violences, menaces, abus d'autorité, ou tout autre moyen de contrainte, embauché, entraîné ou détourné une femme ou fille majeure en vue de la débauche, alors même que les divers actes qui sont les éléments constitutifs de l'infraction auraient été accomplis dans des pays différents.

Article 3

Les Parties contractantes dont la législation ne serait pas dès à présent suffisante pour réprimer les infractions prévues par les deux articles précédents,

¹ Entrée en vigueur le 14 août 1951, date à laquelle les modifications à la Convention, énoncées dans l'annexe au Protocole du 4 mai 1949, sont entrées en vigueur, conformément à l'article 5 dudit Protocole.

États Parties à la Convention amendée par ledit Protocole:

Australie	Inde
Autriche	Irak
Canada	Norvège
Ceylan	Pays-Bas
Chili	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Ir-
Chine	lande du Nord
Danemark	Suisse
Égypte	Tchécoslovaquie
Finlande	Turquie
France	Union Sud-Africaine
	Yougoslavie

² De Martens, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome VII, p. 252. Société des Nations, *Recueil des Traités*, vol. III, p. 278; vol. XI, p. 428; vol. XXIV, p. 206; vol. XXXV, p. 334; vol. CIV, p. 545; vol. CVII, p. 556; vol. CXI, p. 419; vol. CXVII, p. 334; vol. CLX, p. 453; vol. CLXIV, p. 445; vol. CLXXII, p. 437, et vol. CXCVII, p. 426.

³ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 30, p. 23 et 367; vol. 31, p. 488; vol. 32, p. 400; vol. 42, p. 367; vol. 43, p. 341; vol. 44, p. 342; vol. 45, p. 331; vol. 47, p. 363; vol. 65, p. 317; vol. 70, p. 273; vol. 71, p. 311; vol. 87, p. 388, et vol. 92, p. 399.

TRANSLATION — TRADUCTION

No. 1358. INTERNATIONAL CONVENTION¹ FOR THE SUPPRESSION OF THE WHITE SLAVE TRAFFIC, SIGNED AT PARIS ON 4 MAY 1910,² AND AS AMENDED BY THE PROTOCOL SIGNED AT LAKE SUCCESS, NEW YORK, 4 MAY 1949³

Article 1

Any person who, to gratify the passions of others, has hired, abducted or enticed, even with her consent, a woman or a girl who is a minor, for immoral purposes, even when the various acts which together constitute the offence were committed in different countries, shall be punished.

Article 2

Any person who, to gratify the passions of others, has by fraud or by the use of violence, threats, abuse of authority, or any other means of constraint, hired, abducted or enticed a woman or a girl of full age for immoral purposes, even when the various acts which together constitute the offence were committed in different countries, shall also be punished.

Article 3

The Contracting Parties undertake, if their legislation is not at present adequate to punish the offences mentioned in the two preceding articles, to

¹ Came into force on 14 August 1951, the date on which the amendments to the Convention, as set forth in the annex to the Protocol of 4 May 1949, entered into force in accordance with article 5 of the said Protocol.

States Parties to the Convention as amended by the said Protocol:

Australia	France
Austria	India
Canada	Iraq
Ceylon	Netherlands
Chile	Norway
China	Switzerland
Czechoslovakia	Turkey
Denmark	Union of South Africa
Egypt	United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland
Finland	Yugoslavia

² De Martens, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome VII, p. 252. League of Nations, *Treaty Series*, Vol. III, p. 278; Vol. XI, p. 429; Vol. XXIV, p. 207; Vol. XXXV, p. 335; Vol. CIV, p. 545; Vol. CVII, p. 556; Vol. CXI, p. 419; Vol. CXVII, p. 334; Vol. CLX, p. 453; Vol. CLXIV, p. 445; Vol. CLXXII, p. 437, and Vol. CXCVII, p. 426.

³ United Nations, *Treaty Series*, Vol. 30, pp. 23 and 367; Vol. 31, p. 488; Vol. 32, p. 400; Vol. 42, p. 367; Vol. 43, p. 341; Vol. 44, p. 342; Vol. 45, p. 331; Vol. 47, p. 363; Vol. 65, p. 317; Vol. 70, p. 273; Vol. 71, p. 331; Vol. 87, p. 388, and Vol. 92, p. 399.

s'engagent à prendre ou à proposer à leurs législatures respectives les mesures nécessaires pour que ces infractions soient punies suivant leur gravité.

Article 4

Les Parties contractantes se communiqueront, par l'entremise du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, les lois qui auraient déjà été rendues, ou qui viendraient à l'être, dans leurs États relativement à l'objet de la présente Convention.

Article 5

Les infractions prévues par les articles 1 et 2 seront, à partir du jour de l'entrée en vigueur de la présente Convention, réputées être inscrites de plein droit au nombre des infractions donnant lieu à extradition d'après les Conventions déjà existantes entre les Parties contractantes.

Dans le cas où la stipulation qui précède ne pourrait recevoir effet sans modifier la législation existante, les Parties contractantes s'engagent à prendre ou à proposer à leurs législatures respectives les mesures nécessaires.

Article 6

La transmission des commissions rogatoires relatives aux infractions visées par la présente Convention s'opérera :

1^o Soit par communication directe entre les autorités judiciaires;

2^o Soit par l'entremise de l'agent diplomatique ou consulaire du pays requérant dans le pays requis; cet agent enverra directement la commission rogatoire à l'autorité judiciaire compétente et recevra directement de cette autorité les pièces constatant l'exécution de la commission rogatoire;

(Dans ces deux cas, copie de la commission rogatoire sera toujours adressée en même temps à l'autorité supérieure de l'État requis);

3^o Soit par la voie diplomatique.

Chaque Partie contractante fera connaître, par une communication adressée à chacune des autres Parties contractantes, celui ou ceux des modes de transmission susvisés qu'elle admet pour les commissions rogatoires venant de cet État.

Toutes les difficultés qui s'élèveraient à l'occasion des transmissions opérées dans les cas des 1^o et 2^o du présent article seront réglées par la voie diplomatique.

Sauf entente contraire, la commission rogatoire doit être rédigée soit dans la langue de l'autorité requise, soit dans la langue convenue entre les deux États intéressés, ou bien elle doit être accompagnée d'une traduction faite dans

take or to propose to their respective legislatures, the necessary measures to punish such offences in accordance with their gravity.

Article 4

The Contracting Parties shall communicate to each other, through the Secretary-General of the United Nations, such laws as have already been, or may in the future be, promulgated in their countries relating to the subject of the present Convention.

Article 5

The offences mentioned in articles 1 and 2 shall, as from the day on which the present Convention comes into force, be deemed *ipso facto* to be included among the offences giving cause for extradition according to already existing Conventions between the Contracting Parties.

In cases where effect cannot be given to the above stipulation without changing existing legislation, the Contracting Parties agree to take, or to propose to their respective legislatures, the necessary measures.

Article 6

The transmission of rogatory commissions relating to the offences covered by the present Convention shall take place :

1. Either by direct communication between the judicial authorities;

2. Or through the diplomatic or consular agent of the country making the application in the country to which application is made; that agent shall send the rogatory commission direct to the competent judicial authority and shall receive direct from that authority the documents showing that the rogatory commission has been carried out;

(In both the above cases, a copy of the rogatory commission shall always be sent at the same time to the superior authority of the State to which application is made);

3. Or through the diplomatic channel.

Each Contracting Party shall state, by means of a communication sent to each of the other Contracting Parties, which of the above-mentioned methods of transmission it accepts for rogatory commissions coming from that State.

All difficulties which may arise in connection with transmissions affected under (1) and (2) of the present article shall be settled through the diplomatic channel.

Unless there is agreement to the contrary, the rogatory commission must be drawn up either in the language of the authority to which application is made, or in the language agreed upon between the two States concerned, or

une de ces deux langues et certifiée conforme par un agent diplomatique ou consulaire de l'État requérant ou par un traducteur juré de l'État requis.

L'exécution des commissions rogatoires ne pourra donner lieu au remboursement de taxes ou frais de quelque nature que ce soit.

Article 7

Les Parties Contractantes s'engagent à se communiquer les bulletins de condamnation, lorsqu'il s'agit d'infractions visées par la présente Convention et dont les éléments constitutifs ont été accomplis dans des pays différents.

Ces documents seront transmis directement, par les autorités désignées conformément à l'article 1er de l'Arrangement conclu à Paris le 18 mai 1904¹, aux autorités similaires des autres États contractants.

Article 8

Les États non signataires sont admis à adhérer à la présente Convention. A cet effet, ils notifieront leur intention par un acte qui sera déposé dans les archives de l'Organisation des Nations Unies. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en enverra copie certifiée conforme à chacun des États contractants et à tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies et les avisera en même temps de la date du dépôt. Il sera donné aussi, dans ledit acte de notification, communication des lois rendues dans l'État adhérent relativement à l'objet de la présente Convention.

Six mois après la date du dépôt de l'acte de notification, la Convention entrera en vigueur dans l'ensemble du territoire de l'État adhérent, qui deviendra ainsi État contractant.

L'adhésion à la Convention entraînera, de plein droit et sans notification spéciale, adhésion concomitante et entière à l'arrangement du 18 mai 1904¹, qui entrera en vigueur, à la même date que la Convention elle-même, dans l'ensemble du territoire de l'État adhérent.

Il n'est toutefois pas dérogé, par la disposition précédente, à l'article 7 de l'Arrangement précité du 18 mai 1904 qui demeure applicable au cas où un État préférerait faire acte d'adhésion seulement à cet Arrangement.

Article 9

La présente Convention, complétée par un Protocole de clôture qui en fait partie intégrante, sera ratifiée, et les ratifications en seront déposées à Paris², dès que six des États contractants seront en mesure de le faire.

¹ Société des Nations, *Recueil des Traités*, vol. I, p. 83; vol. III, p. 254; vol. XI, p. 354; vol. CVII, p. 456; vol. CXI, p. 402; vol. CXVII, p. 42; vol. CLXXII, p. 388; vol. CXCVII, p. 282; et Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 31, p. 493, et vol. 92, p. 399.

² *Note du Secrétariat*. — Il est rappelé que les fonctions dont le Gouvernement français était investi en vertu de la Convention de 1904 ont été transférées à l'Organisation des Nations Unies par le Protocole du 4 mai 1949. Voir : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 30, p. 23.

it must be accompanied by a translation in one of those two languages, certified as authentic by a diplomatic or consular agent of the State making the application, or by a sworn translator of the State to which application is made.

No charges or expenses of any kind shall be refunded in respect of the execution of rogatory commission.

Article 7

The Contracting Parties undertake to communicate to each other notification of sentence in the case of offences covered by the present Convention the constituent acts of which have been committed in different countries. These documents shall be transmitted direct by the authorities appointed in accordance with article 1 of the Agreement concluded in Paris on 18 May 1904,¹ to the similar authorities of the other Contracting States.

Article 8

Non-signatory States may accede to the present Convention. For this purpose, they shall notify their intention by an instrument which shall be deposited in the archives of the United Nations. The Secretary-General of the United Nations shall send a certified copy to each of the Contracting States and to all the Members of the United Nations, and shall at the same time inform them of the date of deposit. The said instrument of notification shall also transmit any laws promulgated by the acceding State relating to the subject of the present Convention.

Six months after the date of deposit of the instrument of notification, the Convention shall come into force in the whole territory of the acceding State, which shall thus become a Contracting State.

Accession to the Convention shall entail *ipso facto*, and without special notification, simultaneous and complete accession to the Agreement of 18 May 1904, which shall come into force, on the same date as the Convention itself, in the whole territory of the acceding State.

The above provision shall, however, be without prejudice to article 7 of the aforesaid Agreement of 18 May 1904, which remains applicable in cases where a State may prefer to accede to that Agreement only.

Article 9

The present Convention, supplemented by a Final Protocol which forms an integral part thereof, shall be ratified and the ratifications shall be deposited at Paris,² as soon as six of the Contracting States are in a position to do so.

¹ League of Nations, *Treaty Series*, Vol. 1, p. 84; Vol. III, p. 254; Vol. XI, p. 354; Vol. CVII, p. 456; Vol. CXI, p. 402; Vol. CXVII, p. 42; Vol. CLXXII, p. 388; Vol. CXCVII, p. 282; and United Nations, *Treaty Series*, Vol. 31, p. 493, and Vol. 92, p. 399.

² *Note by the Secretariat.*—It will be recalled that the functions exercised by the French Government, under the terms of the Convention of 1910, have now been transferred to the United Nations by the Protocol of 4 May 1949. See: United Nations, *Treaty Series*, Vol. 30, p. 23.

Il sera dressé de tout dépôt de ratification un procès-verbal, dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des États contractants.

La présente Convention entrera en vigueur six mois après la date du dépôt des ratifications.

Article 10

Dans le cas où l'un des États contractants dénoncerait la Convention, cette dénonciation n'aurait d'effet qu'à l'égard de cet État.

La dénonciation sera notifiée par un acte qui sera déposé dans les archives de l'Organisation des Nations Unies. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en enverra copie certifiée conforme à chacun des États contractants et à tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies et les avisera en même temps de la date du dépôt.

Douze mois après cette date, la Convention cessera d'être en vigueur dans l'ensemble du territoire de l'État qui l'aura dénoncée.

La dénonciation de la Convention n'entraînera pas de plein droit dénonciation concomitante de l'Arrangement du 18 mai 1904, à moins qu'il n'en soit fait mention expresse dans l'acte de notification; sinon, l'État contractant devra, pour dénoncer ledit Arrangement, procéder conformément à l'article 8 de ce dernier accord.

Article 11

Si un État contractant désire la mise en vigueur de la présente Convention dans une ou plusieurs de ses colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires, il notifiera son intention à cet effet par un acte qui sera déposé dans les archives de l'Organisation des Nations Unies. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en enverra copie certifiée conforme à chacun des États contractants et à tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies et les avisera en même temps de la date du dépôt.

Il sera donné, dans ledit acte de notification, pour ces colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires, communication des lois qui y ont été rendues relativement à l'objet de la présente Convention. Les lois qui, par la suite, viendraient à y être rendues, donneront lieu également à des communications aux États contractants, conformément à l'article 4.

Six mois après la date du dépôt de l'acte de notification, la Convention entrera en vigueur dans les colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires visées dans l'acte de notification.

L'État requérant fera connaître, par une communication adressée à chacun des autres États contractants, celui ou ceux des modes de transmission qu'il admet pour les commissions rogatoires à destination des colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires qui auront fait l'objet de la notification visée au premier alinéa du présent article.

There shall be established for every deposit of ratification a Protocol, of which a certified true copy shall be transmitted through the diplomatic channel to each of the Contracting States.

The present Convention shall come into force six months after the date of deposit of the ratifications.

Article 10

Should one of the Contracting States denounce the Convention, such denunciation shall take effect only in respect of such State.

The denunciation shall be notified by an instrument which shall be deposited in the archives of the United Nations. The Secretary-General of the United Nations shall send a certified copy to each of the Contracting States and to all the Members of the United Nations, and shall at the same time inform them of the date of deposit.

Twelve months after that date, the Convention shall cease to be in force in the whole territory of the State which has denounced it.

The denunciation of the Convention shall not *ipso facto* entail simultaneous denunciation of the Agreement of 18 May 1904, unless that is expressly mentioned in the instrument of notification; otherwise, the Contracting State must, in order to denounce the said Agreement, proceed in accordance with article 8 of that Agreement.

Article 11

Should a Contracting State desire the present Convention to come into force in one or more of its colonies, possessions or areas under consular jurisdiction, it shall for this purpose notify its intention by an instrument which shall be deposited in the archives of the United Nations. The Secretary-General of the United Nations shall send a certified copy to each of the Contracting States and to all the Members of the United Nations, and shall at the same time inform them of the date of deposit.

The said instrument of notification, for such colonies, possessions or areas under consular jurisdiction, shall also transmit any laws promulgated relating to the subject of the present Convention. Such laws as may subsequently be promulgated shall similarly be notified to the Contracting States, in accordance with article 4.

Six months after the date of deposit of the instrument of notification, the Convention shall come into force in the colonies, possessions or areas under consular jurisdiction to which the instrument of notification refers.

The State making application shall signify, by means of a communication sent to each of the other Contracting States, which of the above-mentioned methods of transmission it accepts for rogatory commissions to the colonies, possessions or areas under consular jurisdiction covered by the notification mentioned in the first paragraph of the present article.

La dénonciation de la Convention par un des États contractants pour une ou plusieurs de ses colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires, s'effectuera dans les formes et conditions déterminées au premier alinéa du présent article. Elle portera effet douze mois après la date du dépôt de l'acte de dénonciation dans les archives de l'Organisation des Nations Unies.

L'adhésion à la Convention par un État contractant pour une ou plusieurs de ses colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires entraînera, de plein droit et sans notification spéciale, adhésion concomitante et entière à l'Arrangement du 18 mai 1904. Ledit Arrangement y entrera en vigueur à la même date que la Convention elle-même. Toutefois, la dénonciation de la Convention par un État contractant pour une ou plusieurs de ses colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires n'y entraînera pas de plein droit, à moins de mention expresse dans l'acte de notification, dénonciation concomitante de l'Arrangement du 18 mai 1904; d'ailleurs, sont maintenues les déclarations que les Puissances signataires de l'Arrangement du 18 mai 1904 ont pu faire touchant l'accession de leurs colonies audit Arrangement.

Néanmoins, à partir de la date de l'entrée en vigueur de la présente Convention, les adhésions ou dénonciations s'appliquant à cet Arrangement et relatives aux colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires des États contractants, s'effectueront conformément aux dispositions du présent article.

Article 12

La présente Convention, qui portera la date du 4 mai 1910, pourra être signée à Paris jusqu'au 31 juillet suivant, par les Plénipotentiaires des Puissances représentées à la deuxième Conférence relative à la répression de la Traite des Blanches.

FAIT à Paris, le quatre mai mil neuf cent dix, en un seul exemplaire dont une copie certifiée conforme sera délivrée à chacune des Puissances signataires.

ANNEXE

PROTOCOLE DE CLÔTURE

Au moment de procéder à la signature de la Convention de ce jour, les Plénipotentiaires soussignés jugent utile d'indiquer l'esprit dans lequel il faut entendre les articles 1, 2 et 3 de cette Convention et suivant lequel il est désirable que, dans l'exercice de leur souveraineté législative, les États contractants pourvoient à l'exécution des stipulations arrêtées ou à leur complément.

The denunciation of the Convention by one of the Contracting States, for one or more of such colonies, possessions or areas under consular jurisdiction shall take place in accordance with the forms and conditions laid down in the first paragraph of the present article. It shall take effect twelve months after the date of deposit of the instrument of denunciation in the archives of the United Nations.

Accession to the Convention by a Contracting State in respect of one or more of its colonies, possessions, or areas under consular jurisdiction shall entail, *ipso facto*, and without special notification simultaneous and complete accession to the Agreement of 18 May 1904. The said Agreement shall come into force there on the same date as the Convention itself. However, the denunciation of the Convention by a Contracting State in respect of one or more of its colonies, possessions or areas under consular jurisdiction shall not, *ipso facto*, entail, unless expressly mentioned in the instrument of notification, simultaneous denunciation of the Agreement of 18 May 1904. Further, such declarations as the Powers signatory to the Agreement of 18 May 1904 may have made with regard to the accession of their colonies to the said Agreement remain valid.

Nevertheless, as from the date of the entry into force of the present Convention, accessions or denunciations in respect of this Agreement relating to the colonies, possessions or areas under consular jurisdiction of the Contracting States, shall be effected in accordance with the provisions of the present article.

Article 12

The present Convention, which shall bear the date of 4 May 1910, may be signed in Paris up to 31 July next by the Plenipotentiaries of the Powers represented at the Second Conference on the Suppression of the White Slave Traffic.

DONE in Paris on the fourth day of May, one thousand nine hundred and ten, in a single text, of which a certified true copy shall be delivered to each of the signatory Powers.

A N N E X

FINAL PROTOCOL

At the moment of proceeding to the signature of the Convention of today's date, the undersigned Plenipotentiaries deem it useful to indicate the spirit in which articles 1, 2 and 3 of this Convention are to be understood and in accordance with which it is desirable that, in the exercise of their legislative sovereignty, the Contracting States should provide for the implementation of the stipulations which have been agreed to or for their completion.

A. Les dispositions des articles 1 et 2 doivent être considérées comme un *minimum* en ce sens qu'il va de soi que les Gouvernements contractants demeurent absolument libres de punir d'autres infractions analogues, telles, par exemple, que l'embauchage des majeures alors qu'il n'y aurait ni fraude ni contrainte.

B. Pour la répression des infractions prévues dans les articles 1 et 2, il est bien entendu que les mots « femme ou fille mineure, femme ou fille majeure » désignent les femmes ou les filles mineures ou majeures de vingt ans accomplis. Une loi peut, toutefois, fixer un âge de protection plus élevé à la condition qu'il soit le même pour les femmes ou les filles de toute nationalité.

C. Pour la répression des mêmes infractions, la loi devrait édicter, dans tous les cas, une peine privative de liberté, sans préjudice de toutes autres peines principales ou accessoires; elle devrait aussi tenir compte, indépendamment de l'âge de la victime, des circonstances aggravantes diverses qui peuvent se rencontrer dans l'espèce, comme celles qui sont visées par l'article 2 ou le fait que la victime aurait été effectivement livrée à la débauche.

D. Le cas de rétention, contre son gré, d'une femme ou fille dans une maison de débauche n'a pu, malgré sa gravité, figurer dans la présente Convention, parce qu'il relève exclusivement de la législation intérieure.

Le présent Protocole de clôture sera considéré comme faisant partie intégrante de la Convention de ce jour et aura même force, valeur et durée.

FAIT et SIGNÉ en un seul exemplaire, à Paris, le 4 mai 1910.

A. The provisions of article 1 and 2 must be regarded as a minimum in the sense that the Contracting Governments naturally remain absolutely free to punish other similar offences such as the hiring of persons of full age even where there is no deceit or constraint.

B. For the punishment of the offences mentioned in articles 1 and 2, it is agreed that the words " a woman or a girl who is a minor, a woman or a girl of full age " mean women or girls, who are either above or below twenty years of age. A law may, however, establish a higher age for protection on condition that it is the same for women and girls of every nationality.

C. For the punishment of the same offences, the law must provide, in all cases, for a sentence of imprisonment, without prejudice to any other main or accessory penalties; it must also take into account, independently of the age of the victim, the various aggravating circumstances which may have a bearing on the particular case, such as those mentioned in article 2 or the fact that the victim had in fact been given over to immoral practices.

D. The case of the retention, against her will, of a woman or girl in a house of prostitution could not, in spite of its gravity, be included in the present Convention, because it is exclusively a question of internal legislation.

The present Final Protocol shall be considered as forming an integral part of the Convention of today's date and shall have the same force, value and duration.

DONE and SIGNED in a single text, in Paris, on 4 May 1910.

CERTIFICATION

I hereby certify that the attached document is a true copy of the English and French texts of the International Convention for the Suppression of the White Slave Traffic, signed at Paris on 4 May 1910, as amended by the Protocol signed at Lake Success, New York, on 4 May 1949, done at Lake Success, New York on 4 May 1949, as published in the United Nations *Treaty Series* Collection, the original of which is deposited with the Secretary-General of the United Nations.

Chief, Treaty Section,
Office of Legal Affairs



Palitha T. B. Kohona

CERTIFICAT

Je certifie que le texte ci-joint est une copie conforme des textes anglais et français de la Convention internationale relative à la répression de la traite des blanches, signée à Paris le 4 mai 1910, et amendée par le Protocole signé à Lake Success (New York), le 4 mai 1949, fait à Lake Success (New York) le 4 mai 1949, tel que publié dans la Collection du *Recueil des Traités* des Nations Unies, dont l'original est déposé auprès du Secrétaire général des Nations Unies.

Chef de la Section des Traités,
Bureau des Affaires juridiques

United Nations
New York, July 2005

Organisation des Nations Unies
New York, juillet 2005

